



PIECES I

AVIS DE DEMANDE DE COTATION



AVIS DE LA DEMANDE DE COTATION

N°003/DC/COM-ESSE/SG/SIGAMP/2026 DU 19 MAI 2026 (LANCEE EN PROCEDURE D'URGENCE) RELATIVE AUX TRAVAUX DE REHABILITATION D'UN BLOC DE 02 SALLES DE CLASSES A L'ECOLE PUBLIQUE DE LONGO DANS LA COMMUNE D'ESSE, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU CENTRE.

1-OBJET DE LA DEMANDE DE COTATION

En vue d'améliorer progressivement une meilleure éducation dans nos écoles, Le Maire de la Commune d'Esse, lance en procédure d'urgence, les travaux de Réhabilitation d'un bloc de 02 salles de classes à l'école publique de LONGO, dont les caractéristiques techniques se trouvent dans ce Dossier de Cotation.

2- CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux comprennent :

- Lot 100-Travaux préliminaires ;
- Lot 200-Terrassement ;
- Lot 300- Fondations ;
- Lot 400- Maçonnerie et élévations ;
- Lot 500- Charpente et couverture ;
- Lot 600- Menuiserie bois, alu et métallique ;
- Lot 700- Electricité ;
- Lot 800- peinture.

NB : Les informations sur les travaux à exécuter sont détaillées dans le Bordereau des Prix Unitaires, le Détail Quantitatif et Estimatif et le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

3. PARTICIPATION ET ORIGINE :

La participation au présent Avis de Cotation est ouverte à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de droit camerounais spécialisées dans le domaine de construction de bâtiment et n'étant pas sous une suspension de soumission par le Ministère des Marchés Publics

4- FINANCEMENT :

Les travaux objet du présent Avis de Cotation sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINEDUB ; **Exercice 2026.**

5- MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour ce Dossier demande de Cotation est hors ligne.

6- CONSULTATION DU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION

Le dossier de la Demande de Cotation peut être consulté aux heures ouvrables à la Commune d'ESSE auprès de la **Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics** dès publication du présent Avis de demande de Cotation.

7 - ACQUISITION DU DOSSIER DEMANDE DE COTATION

Le dossier peut être obtenu à la Commune d'Esse, auprès du **Chef Service de la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics** dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **Vingt-cinq mille (25 000) francs CFA**, payable à la Recette Municipale d'Esse.

8 - COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel de l'opération proposé par le Maître d'Ouvrage est de **7 000 000 (Sept millions) FCFA**.

9 - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, un Chèque Certifié ou un Chèque-Banque prescrivant le **montant de 1,5%** du coût prévisionnel du marché Toutes Taxes Comprises soit un montant de **105 000 (Cent cinq mille) FCFA** ; **Cette caution sera délivrée conformément aux dispositions de la lettre circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024.**

Le cautionnement est assujéti à la formalité du timbrage dont le non-respect entraîne le rejet; la caisse de dépôt et consignation délivre et transmet à l'établissement financier le récépissé de consignation dès réception de la liasse documentaire.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 15 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus.

10- REMISE DES OFFRES

Chaque offre rédigée en Français ou en Anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) Original et six (06) Copies marqués comme telles devra parvenir à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés publics de la commune d'Esse au plus tard le **18 JUIN 2026 à 11 heures** locales et porter la mention :

AVIS DE COTATION N°003/DC/COM-ESSE/SG/SIGAMP/2026 DU 19 MAI 2026 (LANCEE EN PROCEDURE D'URGENCE) RELATIVE AUX TRAVAUX DE REHABILITATION D'UN BLOC DE 02 SALLES DE CLASSES A L'ECOLE PUBLIQUE DE LONGO DANS LA COMMUNE D'ESSE, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU CENTRE.

FINANCEMENT : MINEDUB, EXERCICE 2026
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

11- OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des offres se fera en un temps à la Commune d'Esse le **18 JUIN 2026 à 12 heures**, par la Commission Interne de Passation des Marchés de la commune d'Esse, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de la soumission dont ils ont la charge.

12- RECEVABILITE DES OFFRES

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréée par le Ministère en charge des Finances et dont la liste est jointe dans la pièce N°12 du DAO valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives devront impérativement être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-Préfet...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de Avis d'Appel d'Offre. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature d'Avis d'Appel d'Offre. Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis d'Appel d'Offre sera déclaré irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou

un organisme financier agréée par le Ministère en charge des Finances, ainsi que le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offre, entraînera le rejet de l'offre.

- 1) La déclaration d'intention de soumissionner datée, timbrée (Fiscal et Communal) et signée (suivant modèle joint) datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres ;
- 2) Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres ;
- 3) Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire datant de moins de trois (03) mois, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances du Cameroun ;
- 4) Une quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'un montant de **25 000 (Vingt-cinq mille) francs CFA** non remboursable ;
- 5) La caution de soumission (suivant modèle joint pièce N°10) du montant correspondant est de **105 000 (Cent cinq mille) FCFA**, d'une durée de validité de cent vingt (120) jours, établie par une banque de premier ordre (article 90.4 CMP) ;
- 6) Un récépissé de la **Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC)** ;
- 7) Un certificat de non exclusion des Marchés Publics délivré par l'ARMP et datant de moins de trois (03) mois ;
- 8) Une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (APS) certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse ;
- 9) Une copie certifiée du registre de commerce en cours de validité ;
- 10) Le plan de localisation timbré (timbre fiscal) ;
- 11) Attestation d'immatriculation timbrée (timbre fiscal) ;
- 12) Le Certificat de Conformité Fiscale délivrée par l'Administration Fiscale ;
- 13) L'attestation de catégorisation ;
- 14) Attestation de visite de site signée par le Maître d'Ouvrage ou sur l'honneur par le candidat ;
- 15) Accord de groupement signé par un notaire. En cas de groupement, chaque membre du groupement doit présenter un dossier Administratif complet, les pièces N° 3-4-5 étant uniquement présentées par la mandataire du groupement.

13- CRITERES D'EVALUATION

13.1. Les critères éliminatoires.

Il s'agit notamment :

- Absence ou la non-conformité du cautionnement timbré de soumission à l'ouverture des plis ;
- Non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Non-respect de la note minimale de l'évaluation des critères essentiels supérieure ou égal à 70 % ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Non acceptation des conditions du marché (absence du CCAP et CCTP paraphé sur toutes les pages, daté et signé à la dernière page.
- Absence de l'attestation de catégorisation ;

13.2. Critères essentiels

L'évaluation des Offres techniques sera faite suivant la notation binaire (Oui/Non) sur la base des points essentiels ci-dessous et conformément au RPAO :

- La présentation de l'offre;
- Le rapport de visite du site;
- Les références du soumissionnaire;
- La capacité financière;
- La qualification et l'expérience du personnel;
- Les moyens logistiques;
- Le délai d'exécution.

14- Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de ces travaux est de **Quatre-vingt-dix (90) jours calendaires.**

15- Allotissement

Lesdits travaux de construction font l'objet d'un (01) lot distinct des travaux de Réhabilitation d'un bloc de 02 salles de classes à l'école publique de **LONGO**, dans la Commune d'Esse, Département de la Mefou et Afamba, Région du centre.

16- Attribution du marché.

L'Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offre et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée **la moins-disante.**

17- Durée et validité des offres.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements complémentaires.

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Commune d'Esse à la SIGAMP.

NB : TOUT CAS DE TENTATIVE DE CORRUPTION AVEREE OU FAITS DE MAUVAISES PRATIQUES DEVRA ETRE SIGNALEE PAR ECRIT ET MESSAGERIE TELEPHONIQUE AU MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS AVEC COPIES AU PRESIDENT DE LA COMMISSION NATIONALE ANTI-CORRUPTION (CONAC) AUX NUMEROS VERTS SUIVANTS : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 OU CONTACTER LA CONAC AU NUMERO VERT : 1517.

Ampliations :

- PREFET/MAF;
- DD MINEPAT/MAF;
- CHEF SERVICE DU PATRIMOINE DE L'ETAT/MAF;
- DDMINEDUB/MAF;
- DDMAP/MAF;
- ARMP ;
- Président CIPM/ESSE ;
- SIGAMP/ESSE ;
- Affichage / Chrono.

ESSE, le 19 MAI 2026



LE MAIRE

Muge B. Martin
 Ingénieur Informaticien
 Comptable-Matières

PIECES I

NOTICE OF REQUEST FOR QUOTATION

NOTICE OF REQUEST FOR QUOTATION

No.003/DC/COM-ESSE/SG/SIGAMP/2026 OF 19 MAY 2026 (INITIATED UNDER EMERGENCY PROCEDURE) CONCERNING THE REHABILITATION WORK ON A BLOCK OF 2 CLASSROOMS AT THE LONGO PUBLIC SCHOOL IN THE COMMUNE OF ESSE, MEFOU AND AFAMBA DEPARTMENT, CENTRAL REGION.

1- PURPOSE OF THE REQUEST FOR QUOTATION

In order to progressively improve education in our schools, the Mayor of the Commune of Esse is initiating, under emergency procedure, the rehabilitation work on a block of 2 classrooms at the LONGO public school, the technical specifications of which are detailed in this Quotation Document.

2- SCOPE OF WORK

The work includes:

Lot 100 - Preliminary work;

Lot 200 - Earthworks;

Lot 300 - Foundations;

Lot 400 - Masonry and walls;

Lot 500 - Framing and roofing;

Lot 600 - Wood, aluminum, and metal joinery;

Lot 700 - Electrical work;

Lot 800 - Painting.

Note: Information on the work to be carried out is detailed in the Unit Price Schedule, the Bill of Quantities and Cost Estimate, and the Special Technical Specifications.

3. PARTICIPATION AND ORIGIN:

Participation in this Request for Quotation is open to all companies or groups of companies incorporated under Cameroonian law specializing in building construction and not subject to a bidding suspension by the Ministry of Public Contracts.

4. FUNDING:

The works covered by this Request for Quotation are financed by the Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Basic Education (MINEDUB); Fiscal Year 2026.

5. SUBMISSION METHOD:

The submission method for this Request for Quotation is offline.

6- CONSULTATION OF THE QUOTATION REQUEST FILE

The Quotation Request file may be consulted during business hours at the Esse Municipality, at the Internal Public Procurement Administrative Management Unit, as soon as this Quotation Request Notice is published.

7 - ACQUISITION OF THE QUOTATION REQUEST FILE

The file may be obtained from the Esse Municipality, from the Head of Service of the Internal Public Procurement Administrative Management Unit, as soon as this notice is published, upon payment of a non-refundable fee of twenty-five thousand (25,000) CFA francs, payable to the Esse Municipal Revenue Office.

8 - ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation proposed by the Contracting Authority is 7,000,000 (seven million) CFA francs.

9 - BID SECURITY

Each bidder must include with their administrative documents a bid security issued by a first-class bank or an insurance company approved by the Ministry of Finance (a list of which is included in document 12 of the bidding documents), a certified check or bank draft specifying the amount of 1.5% of the estimated contract cost, including all

- 8) A certificate issued by the National Social Security Fund (APS) confirming that the bidder has fulfilled its obligations to said fund;
- 9) A certified copy of the valid trade register;
- 10) The stamped site plan (tax stamp);
- 11) The stamped registration certificate (tax stamp);
- 12) The Tax Compliance Certificate issued by the Tax Administration;
- 13) The categorization certificate;
- 14) A site visit certificate signed by the Contracting Authority or a sworn statement by the candidate;
- 15) Joint-venture agreement signed by a notary. In the case of a joint-venture, each member must submit a complete administrative file, with documents Nos. 3, 4, and 5 being submitted only by the joint venture's representative.

13- EVALUATION CRITERIA

13.1. disqualifying criteria.

These include:

- Absence or non-compliance of the stamped bid security at the time of bid opening;
- Failure to submit, within 48 hours of the bid opening, any document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (except for the bid security);
- False statements, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- Failure to achieve a minimum score of 70% or higher for the evaluation of essential criteria;
- Absence of a sworn statement attesting to the absence of abandoned construction sites during the last three years;
- Absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- Absence of an element of the Financial Offer (the tender documents, unit price schedules, bills of quantities);
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Absence of a dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- Non-acceptance of the contract conditions (absence of the General Terms and Conditions and the Technical Specifications initialed on all pages, dated and signed on the last page);
- Absence of the categorization certificate.

13.2. Essential Criteria

The evaluation of technical bids will be conducted using a binary scoring system (Yes/No) based on the essential points below and in accordance with the RFP (Reference Framework for Bids):

- The presentation of the bid;
- The site visit report;
- The bidder's references;
- Financial capacity;
- Staff qualifications and experience;
- Logistical resources;
- The execution timeframe.

14. EXECUTION TIMEFRAME

The maximum execution timeframe stipulated by the Contracting Authority for the completion of these works is ninety (90) calendar days.

15- LOTTING

The aforementioned construction work is the subject of a separate lot from the rehabilitation work for a block of two classrooms at the Longo public school, in the Commune of Esse, Mefou and Afamba Department, Central Region.

16- CONTRACT AWARD

The Contracting Authority will award the contract to the bidder whose offer has been found to be substantially compliant with the Tender Documents and who possesses the technical and financial capacity required to perform the contract satisfactorily, and whose offer has been evaluated as the lowest bid.

taxes, i.e., 105,000 (One Hundred Five Thousand) FCFA. This security will be issued in accordance with the provisions of Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024.

The bid security is subject to the formality of stamping; failure to comply will result in rejection. The Deposit and Consignment Office will issue and forward the deposit receipt to the financial institution upon receipt of the complete set of documents.

The provisional guarantee will be automatically released no later than 15 days after the expiry of the validity period of the bids for unsuccessful bidders.

10- SUBMISSION OF BIDS

Each bid, written in French or English, must be submitted in seven (7) copies, including one (1) original and six (6) copies marked as such, to the Internal Administrative Management Structure for Public Procurement of the municipality of Esse no later than **11:00 AM local time on 18 JUNE 2026**, and bear the following inscription:

NOTICE OF QUOTATION No. 003/DC/COM-ESSE/SG/SIGAMP/2026 OF 19 MAY 2026 (LAUNCHED UNDER EMERGENCY PROCEDURE) RELATING TO THE REHABILITATION WORK ON A BLOCK OF 2 CLASSROOMS AT THE LONGO PUBLIC SCHOOL, IN THE MUNICIPALITY OF ESSE, DEPARTMENT OF MEFOU AND AFAMBA, CENTRAL REGION.

FUNDING: MINEDUB, 2026 FISCAL YEAR

"To be opened only during the vote counting session"

11- OPENING OF BIDS

The bids will be opened in a single session at the Esse Municipality on **18 JUNE 2026, at 12:00 PM**, by the Esse Municipality's Internal Procurement Committee, in the presence of the bidders or their duly authorized representatives who have a thorough understanding of the bid for which they are responsible.

12- ADMISSIBILITY OF BIDS

Each bidder must include with their administrative documents a bid bond issued by a first-class bank or a financial institution approved by the Ministry of Finance, a list of which is attached in Document No. 12 of the Tender Documents. This bond is valid for thirty (30) days beyond the bid validity period. Under penalty of rejection, all other administrative documents must be submitted in original form or as certified copies issued by the issuing department or an administrative authority (Prefect, Sub-Prefect, etc.), in accordance with the provisions of the Specific Regulations for Invitations to Tender. They must be dated no more than three (3) months prior to the bid submission deadline or have been issued after the date of signature of the Invitation to Tender. Any bid that does not comply with the requirements of this Invitation to Tender will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-class bank or a financial institution approved by the Ministry of Finance, as well as failure to comply with the templates for the documents in the Tender Dossier, will result in the rejection of the bid.

- 1) A dated, stamped (Tax and Municipal) and signed declaration of intent to submit a bid (using the attached template) dated less than three (3) months prior to the bid submission deadline;
- 2) A certificate of good standing issued by the Court of First Instance dated less than three (3) months prior to the bid submission deadline;
- 3) A bank statement for the bidder dated less than three (3) months prior to the deadline, issued by a first-class bank approved by the Ministry of Finance of Cameroon;
- 4) A non-refundable receipt for the purchase of the Tender Documents in the amount of **25,000 (Twenty-five thousand) CFA francs**;
- 5) The bid bond (according to attached model document No. 10) of the corresponding amount is **105,000 (One hundred and five thousand) FCFA**, with a validity period of one hundred and twenty (120) days, established by a first-class bank (article 90.4 CMP);
- 6) A receipt from the Deposit and Consignment Office (CDEC);
- 7) A certificate of non-exclusion from Public Procurement issued by the ARMP and dated less than three (3) months prior;

17- DURATION AND VALIDITY OF BIDS.

Bidders remain bound by their bids for ninety (90) days from the deadline set for the submission of bids.

18- ADDITIONAL INFORMATION.

Additional information can be obtained during business hours at the Commune of Esse at SIGAMP.

NOTE : ANY PROVEN CASE OF ATTEMPTED CORRUPTION OR MALPRACTICE MUST BE REPORTED IN WRITING AND BY TELEPHONE TO THE MINISTER DELEGATE TO THE PRESIDENCY OF THE REPUBLIC IN CHARGE OF PUBLIC PROCUREMENT, WITH COPIES TO THE PRESIDENT OF THE NATIONAL ANTI-CORRUPTION COMMISSION (CONAC), AT THE FOLLOWING TOLL-FREE NUMBERS : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 OR BY CONTACTING CONAC AT THE TOLL-FREE NUMBER : 1517.

Ampliations :

- PREFET/MAF;
- DD MINEPAT/MAF;
- CHEF SERVICE DU PATRIMOINE DE L'ETAT/MAF;
- DDMINEDUB/MAF;
- DDMAP/MAF;
- ARMP ;
- Président CIPM/ESSE ;
- SIGAMP/ESSE ;



ESSE, on 19 MAY 2026

THE MAYOR OF ESSE COUNCIL

(Contracting Authority)

Alingo Bisme N'atin
Technicien Informatique
Comptable-Matériaux

